Les Cahiers d'Afrique de l'Est / The East African Review

54 | 2020

Enseignement supérieur dans les Afriques : le temps des réformes

L'enseignement supérieur au regard du marché du travail au Mozambique

Des universités configurées par des réseaux partisans et interpersonnels de l'accès à l'emploi

Egídio Guambe

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/eastafrica/1213>

DOI : 10.4000/eastafrica.1213

ISSN : 2790-1076

Éditeur

IFRA - Institut Français de Recherche en Afrique

Référence électronique

Egídio Guambe, « L'enseignement supérieur au regard du marché du travail au Mozambique », *Les Cahiers d'Afrique de l'Est / The East African Review* [En ligne], 54 | 2020, mis en ligne le 30 juin 2020, consulté le 29 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/eastafrica/1213> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eastafrica.1213>

Ce document a été généré automatiquement le 29 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International - CC BY-SA 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/>

L'enseignement supérieur au regard du marché du travail au Mozambique

Des universités configurées par des réseaux partisans et interpersonnels de l'accès à l'emploi

Egídio Guambe

Introduction

- 1 Depuis l'indépendance, en 1975, le Mozambique connaît une succession de réformes dans le secteur de l'Enseignement Supérieur (ES) : la transformation de l'université coloniale au début des années 1980, la massification de l'ES depuis les années 1990, l'application des modèles de Nouveau Management Public (NMP) et la mise en œuvre, bien que discutable dans certaines universités, du processus de Bologne dans les années 2000. La littérature qui analyse ces dynamiques signale cependant la difficulté pour ce secteur de produire les résultats attendus. Les études révèlent les fragilités du système, soulignant notamment la faible qualité des enseignements, le peu de reconnaissance des diplômes universitaires et les difficultés d'insertion professionnelle, notamment dans le secteur marchand, des diplômés. Les problèmes d'organisation et de gestion universitaires font partie des causes généralement avancées pour expliquer ces fragilités eu égard au manque d'enseignants qualifiés, d'équipement, d'infrastructures et d'expertise en matière de management universitaire (Beverwijk et al. 2008 ; Cross 2011 ; Langa 2015 ; Mario et al. 2003 ; Meneses 2016 ; Rosário 2013 ; Zavale et al. 2015).
- 2 À l'origine de ces faiblesses, les travaux soulignent les effets de la bureaucratisation du processus de mise en œuvre des réformes, les critères de choix des enseignants et des évaluations pour les étudiants, l'utilisation du système de quota et la dynamique de commercialisation de l'ES comme autant de facteurs qui compromettent la performance du secteur (Zavale et al. 2015, 2017). En se focalisant sur les faiblesses d'organisation et de management universitaire, ces travaux ne s'intéressent pas

suffisamment aux facteurs exogènes aux universités. Pourtant, certains de ces facteurs extra-universitaires jouent un rôle déterminant dans la mise en œuvre et l'appropriation des réformes de l'ES, y compris celles menées à l'initiative des acteurs internationaux.

- 3 L'objectif de cet article est d'analyser les réformes du secteur de l'ES à l'aune du fonctionnement du marché de l'emploi, conçu dès lors comme un facteur extra-universitaire structurant. Il s'agit d'analyser comment les débouchés du marché de l'emploi, d'abord public puis désormais privé, influence le fonctionnement du marché universitaire. L'article montre que l'accès à l'emploi dans la fonction publique est fortement influencé par la possession d'une carte du parti politique, essentiellement du Frelimo (Front de Libération du Mozambique)¹, le parti-État au pouvoir. Dans le secteur privé, il dépend des relations d'interconnaissance. Ces modalités de l'accès à l'emploi relèguent l'université, en tant qu'espace de production de connaissances requises par le marché du travail, derrière les réseaux partisans ou les relations personnelles des individus. Elles participent ainsi à l'instauration de l'incertitude des résultats des réformes de l'ES. Les efforts faits pour réduire l'incertitude soit de l'accès au marché du travail, soit de la qualité des diplômés sont finalement les facteurs essentiels de structuration des modalités de fonctionnement des universités.
- 4 Si on tient à mesurer les dynamiques de marché du travail au Mozambique à partir des indices du chômage, les données statistiques du gouvernement montrent clairement le paradoxe par rapport à la formation, en particulier universitaire. Bien qu'il n'existe pas, au Mozambique, de système d'information efficace sur le marché du travail, les dernières enquêtes sur le budget familial relèvent que le taux de chômage est passé de 18,7 % en 2004 à 25,3 % en 2009 et même à 32,8 % en 2015² (Ministério do Trabalho, Emprego e Segurança Social 2016). Parmi les personnes au chômage en 2015, 32 % disposaient d'un diplôme de l'ES, 15 % étaient sans formation diplômée, et respectivement 17 % et 24 % avaient suivi une formation de premier et deuxième degrés (Instituto Nacional de Estatística 2015).
- 5 Du fait de la massification de l'accès à l'université, le nombre d'institutions universitaires et de diplômés de l'ES a considérablement augmenté. Cette dynamique s'accompagne d'un manque de moyens et d'une précarisation du secteur ce qui, pour les employeurs, crée une incertitude sur la qualité de la formation des diplômés. Dans le même temps, les réformes de l'État ont réduit le nombre de fonctionnaires et posé des restrictions d'accès à l'emploi public, principal employeur des diplômés de l'ES jusqu'à la fin des années 1990. Nos résultats empiriques démontrent que la pression croissante des nouveaux diplômés sur un marché du travail, marqué par l'incertitude de l'accès à l'emploi et l'inégale qualité de la formation, a un impact sur le fonctionnement des universités. C'est cette hypothèse d'une détermination forte du fonctionnement des universités mozambicaines par certaines caractéristiques extra-universitaires de l'employabilité que cet article cherche à démontrer.
- 6 Pour étudier les conditions de l'accès au marché de l'emploi et leurs effets sur le fonctionnement des universités, l'article s'appuie sur trente entretiens réalisés avec différents acteurs du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Science et de la Technologie, du Ministère de l'Administration étatique et de la Fonction Publique, des entreprises du secteur de construction (Progosa-Moçambique et Deco Stone), ainsi qu'avec des personnels universitaires et des étudiants de trois universités de Maputo – l'Université Eduardo Mondlane (UEM), l'Institut Supérieur des Relations

Internationales (ISRI) et l'Université Technique du Mozambique. Il repose aussi sur un examen synthétique des documents qui guident les réformes du secteur de l'ES et la politique de l'emploi, complété par une enquête indicative portant sur 81 employés-diplômés auprès du secteur privé. Nous défendons la thèse que, malgré la succession de réformes entreprise au sein des établissements de l'ES, le fonctionnement des universités est fortement agencé par la configuration du marché du travail.

- 7 Après un panorama général de l'évolution du système de l'ES depuis l'indépendance jusqu'aux réformes d'orientation néolibérale et leurs effets sur la marginalisation de l'institution universitaire et du diplôme au regard de l'accès à l'emploi, la réflexion portera sur les déterminants de l'employabilité dans la fonction publique et dans le secteur privé afin de démontrer le poids de ces déterminants dans le fonctionnement des universités et dans la perception qu'en ont les acteurs.

D'une réforme idéologique à la réforme quantitative dans l'enseignement supérieur

- 8 Depuis l'indépendance, le système de l'ES mozambicain a été soumis à de multiples mutations et interventions dont sont héritiers les fonctionnements universitaires actuels. Juste après l'indépendance, et sous l'impulsion du Frelimo, l'université joue un rôle majeur dans la construction du nouvel État-nation. En 1976, le Président Samora Machel visite l'Université de Lourenço Marques, renommée Université Eduardo Mondlane cette même année. Cette visite est un symbole des ambitions de l'État (Gomez 1999) : l'université doit être désormais un outil de formation des cadres qui construiront la nouvelle nation. Il s'agit de former non seulement des « hommes nouveaux »³ dans la conception « nationiste » alors en place (Brito 1991 ; Cahen 1994), mais aussi des hommes capables de diffuser l'idéologie politique à travers le pays. Dans les années 1980, deux institutions d'ES sont ainsi créées sur la base de cette idéologie : l'Université Supérieure Pédagogique en 1985, transformée en Université Pédagogique (UP) en 1995 et dédiée à la formation des enseignants ; et l'Institut Supérieur des Relations Internationales (ISRI) en 1986, pour la formation des diplomates.
- 9 Ces trois établissements d'ES sont conçus comme des relais du pouvoir politique, chargés de convertir l'idéologie en programme et action (Fernandes 2013). Il n'est pas question à cette époque d'imaginer une recherche scientifique autonome (Langa 2015). La construction de la nouvelle nation est déterminée au niveau du bureau politique. Les universités, comme les autres instances de l'administration publique, sont soumises à une stricte obéissance d'exécution des mesures et des décisions prises par le bureau politique. Ces orientations répondent à une conception autoritaire de l'organisation et du fonctionnement des institutions de l'ES et, plus largement, de l'État (Mario *et al.* 2003).
- 10 L'offre de l'ES ne peut répondre complètement et parfaitement à la demande. En contexte de planification centralisée, la régulation se fait par affectation directe. Les étudiants sont inscrits dans les parcours jugés les plus pertinents par l'administration publique, notamment en fonction des décisions du Ministère de l'Éducation (Décret-loi n° 4 de 1986, le 25 juin). De la même façon, le recrutement des diplômés pour les emplois publics se réalise par affectation directe à la sortie de l'université (Mario *et al.* 2003). Ce système a permis d'assurer une insertion directe des diplômés sur le marché

du travail, notamment grâce à une forte régulation étatique qui redistribue les diplômés entre les différentes administrations.

- 11 Néanmoins, ce système connaît des dysfonctionnements, accentués notamment par la crise des années 1980. La demande d'ES, associée à une mobilité sociale et économique devenue possible, est en forte croissance. De son côté, le gouvernement, frappé par une crise financière, politique et sociale⁴, n'est plus en mesure d'investir dans ce domaine. L'adhésion aux doctrines néolibérales, à la fin des années 1980, entraîne ainsi une série de réformes de l'ES.
- 12 La nouvelle constitution approuvée en 1990 fait office de « fenêtre d'opportunité » (Kingdon 1995) pour faire émerger de nouvelles modalités de gestion de l'ES, mais des tactiques innovantes d'accès au marché du travail pour les diplômés. En effet, la mise en place du régime démocratique et l'adoption de principes du marché débouchent sur un changement de nature de l'intervention publique, donc de la gouvernance de l'ES. L'exemple le plus saillant de ce « tournant néolibéral » (Jobert 1994) est la Loi n° 1/1993 approuvée le 24 juin. Elle vise entre autres à donner une autonomie au secteur, à réduire l'influence du gouvernement et elle autorise la création d'institutions d'ES privées (Beverwijk et al. 2008).
- 13 La réduction de l'intervention de l'État s'accompagne d'une multiplication d'acteurs au sein de l'ES, notamment avec l'émergence d'« entrepreneurs universitaires » (Musselin 1996). Ainsi, à partir de 1995, de nombreuses structures d'ES publiques comme privées sont créées. Entre 1995 et 2016, le nombre d'institutions est passé de trois établissements publics à 49 établissements, dont 18 publics et 31 privés. La population étudiante a augmenté de 4 000 à 290 839 sur la même période (Ministério da Ciência e Tecnologia, Ensino Superior e Tecnico Profissional 2016). Le graphique ci-dessous représente l'évolution du nombre d'étudiants depuis 2007⁵.

Graphique 1. Illustration de l'évolution de la population étudiante

Source : Ministère de la Science et Technologie, Enseignement Supérieur et de la Formation Technique-Professionnelle, 2016.

- 14 Après une longue période de marginalisation de l'ES par les bailleurs de fonds⁶ (Banya and Elu 2001 ; Brock-Utne 2003), la tendance s'inverse et le gouvernement mozambicain obtient des financements pour des universités. Ce mouvement va de pair avec un intérêt politique grandissant pour l'ES (Rosário 2013). Depuis l'indépendance, les trois institutions de l'ES (UEM, UP et ISRI) étaient toutes localisées dans la capitale, Maputo, à l'extrême sud du pays. À partir des premières élections démocratiques de 1994, l'État

utilise la création des universités comme une ressource politique pour contrôler ses territoires, comme on l'observe aussi au Kenya (Munene 2013). En effet, les résultats de ces élections révèlent que le Frelimo peine à s'affirmer au nord et dans le centre du pays (Pereira 2008). Le parti, qui se définit comme un garant de la libération et de l'unité nationale, est remis en question par ses résultats électoraux décevants. Le Frelimo a remporté les élections mais la majeure partie du nord du pays a voté en faveur de la Renamo, parti politique héritier du mouvement de guérilla armée. Joaquim Chissano, alors Président de la République (1986-2004), utilise la politique d'expansion de l'ES comme une stratégie pour réduire les asymétries régionales, en multipliant les institutions de l'ES publiques dans les différentes provinces du Mozambique et en appliquant un système de quotas provinciaux pour l'accès aux universités de la capitale, notamment l'UEM, sous le mandat de Brazão Mazula (1995-2006)⁷.

- 15 À l'intérêt de la Banque Mondiale pour massifier et démocratiser l'ES afin de rompre avec l'élitisme, le paternalisme et la gestion centralisée des universités « socialistes » (Provini 2016) des lendemains de l'indépendance, s'ajoute un jeu politique du parti au pouvoir pour s'affirmer, pénétrer et contrôler l'intégralité du pays. Au-delà de la multiplication des institutions d'ES qui résulte d'un fonctionnement classique du marché, cette rapide expansion fait également partie d'une stratégie politique d'encadrement de la société. Cela participe à la transformation des modes de gouvernance (King and Le Galès 2011), des modalités de régulation et surtout de la recomposition autoritaire du parti au pouvoir.
- 16 L'ouverture aux acteurs privés du marché de l'ES s'est accompagnée d'une rapide expansion du nombre de diplômés, sans aucune corrélation avec l'expansion du marché de l'emploi. Ceci explique, dans une certaine mesure, l'augmentation en quelques années du taux de chômage pour les diplômés de l'ES : 18,7 % en 2004, 25,3 % en 2009 et 32 % en 2015 (Ministério do Trabalho, Emprego e Segurança Social 2016). L'ouverture au privé de l'ES vise à combler l'insuffisance de cadres diplômés du supérieur mais sans prendre en compte la qualité de l'enseignement et les capacités d'accueil des infrastructures ou du management des universités (Langa 2012 ; Langa et Zavale 2015 ; Meneses 2016).
- 17 La massification de l'accès à l'ES s'est essentiellement réalisée par la création de nouvelles institutions d'ES et par la massification de l'accès à l'université. L'accès au marché du travail, parallèlement, a de plus en plus été affecté par une incertitude sur la qualité des enseignements, d'une part, et sur l'aptitude à l'emploi des nouveaux diplômés, d'autre part. Cette situation inédite de la massification de l'ES et du taux de chômage élevé renforce des réseaux interpersonnels d'accès à l'emploi, surtout en secteur privé, et un contrôle « partisan » de cet accès à l'emploi dans la fonction publique. Cependant, si l'accès à l'emploi se fait d'abord par les relations interpersonnelles et non par le diplôme, l'université se trouve marginalisée dans son rôle supposé d'acquisition des savoirs requis par le marché du travail. En effet, dans la fonction publique, le Frelimo se présente comme la première arène de négociation (Sumich 2011) pour l'emploi, alors que dans le privé, les relations interpersonnelles sont les déterminants centraux, bien avant les compétences universitaires scientifiques et techniques.

L'expansion de l'ES et l'accès à l'emploi dans la fonction publique. Réinventer « l'université entrepreneuriale »

- 18 Parallèlement à ce contexte de réformes pour assouplir le secteur de l'ES et de croissance des diplômés, le nombre de fonctionnaires se réduit et les nouveaux recrutements sont limités dans la fonction publique. À l'instar des réformes d'ajustement structurel et du nouveau management public mis en œuvre depuis la fin des années 1980, l'intention n'est pas seulement de réduire le nombre de fonctionnaires mais également de bloquer de nouvelles admissions. De plus, un grand nombre d'entreprises dites étatiques sont privatisées ou définitivement fermées (Saúte 2010), participant à la croissance du nombre de chômeurs à la recherche d'un emploi.
- 19 Ainsi, l'augmentation des diplômés – résultat de l'expansion de l'ES – ne répond pas au besoin de nouveaux fonctionnaires. Dans ce contexte, les admissions de nouveaux diplômés dans la fonction publique sont fortement réduites par les perspectives néolibérales d'un « État minimal », y compris dans les secteurs comme l'éducation et la santé. Plus récemment, en raison d'une crise de la dette au Mozambique, toutes nouvelles admissions, promotions et progressions dans la fonction publique ont été interdites (Ministério da Administração Estatal e Função Pública 2017).
- 20 Les données de terrain, collectées notamment par des récits de vie⁸, témoignent de la complexité des relations entre le marché de l'emploi dans la fonction publique et le fonctionnement quotidien des universités. Sans être exhaustif, on peut regrouper ces témoignages en deux grandes tendances : (i) l'inflation des diplômés universitaires dans un contexte de réduction de la taille de la fonction publique et (ii) la montée de l'esprit entrepreneurial pour faire face à la difficulté de l'insertion professionnelle de nouveaux diplômés.
- 21 La première catégorie est liée à la rapide augmentation des diplômés universitaire et aux réformes managériales, notamment sur les processus de réduction des fonctionnaires et des nouvelles admissions (*downsizing*) (Crook 2010). En effet, la création et le développement des établissements d'ES devaient pallier l'insuffisance des offres de formation sur le marché. Cette intention se trouva cependant entravée par une politique de réduction des masses salariales. Certes, l'administration mozambicaine n'a pas totalement adhéré aux réductions massives de fonctionnaires prônées par les bailleurs de fonds. Elle a plutôt réduit les salaires, mais cela a provoqué le départ massif vers le secteur privé – notamment vers les organisations non gouvernementales – de fonctionnaires qualifiés. Par ailleurs, pour limiter les nouvelles admissions tout en faisant face aux insuffisances de personnel diplômé, l'administration mozambicaine a favorisé la poursuite d'études universitaires pour les fonctionnaires déjà en place. Et elle restreignait de plus en plus, dans le même temps, les nouveaux recrutements. De nouveaux établissements d'ES ont même été créés exclusivement pour compléter les compétences de fonctionnaires, surtout en matière de gestion publique (Awortwi 2010) : ce fut par exemple le cas de l'Institut Supérieur d'Administration Publique (ISAP) ou encore de l'Institut de Formation en Administration Publique et des Collectivités Locales (IFAPA). L'université fut ainsi réduite au rôle de qualification des fonctionnaires par des diplômes de troisième cycle, afin de répondre aux normes statistiques imposées.

- 22 L'accès massif à l'université se voyait contrarié par la diminution des recrutements dans la fonction publique, le plus grand des employeurs « formels », avec environ 296 586 fonctionnaires (Ministério da Função Pública 2014). Cela ne pouvait que renforcer le doute et la méfiance quant à l'insertion professionnelle des nouveaux diplômés non-fonctionnaires. La plupart des étudiants interviewés pour notre enquête affirment être convaincus qu'il leur sera difficile d'être recrutés dans la fonction publique à la fin de leurs études universitaires, à l'exception de quelques spécialités dans le secteur de la santé comme les médecins généralistes, les spécialistes chirurgiens ou les infirmiers. Benilde Muianga, 23 ans et étudiant en ressources humaines à l'Université Técnica de Moçambique, une institution d'enseignement privée, confirme cette situation de fragilité dans un contexte singulier d'État-parti structurant l'insertion dans la fonction publique :

Je me forme parce que je ne peux pas rester simplement à la maison. À mon âge, tout le monde est à l'école, mais trouver un emploi c'est compliqué [...], pour entrer dans l'État *[en référence à la fonction publique]* il faut la carte rouge *[la carte du parti Frelimo]*. De plus, les offres d'emploi sont très rares alors qu'il y a tellement de gens formés qui cherchent du travail⁹.

- 23 Cet extrait d'entretien souligne, d'une part, la faible institutionnalisation des procédures d'accès à l'emploi dans la fonction publique, d'où la référence à l'emploi via le parti. D'autre part, elle illustre la rareté des nouveaux recrutements. Évidemment, cette restriction participe au renforcement du contrôle politique de l'emploi dans le secteur public. Dans un contexte de fortes restrictions de l'accès à l'emploi dans la fonction publique, les exceptions à l'admission ponctuelle sont aussi contrôlées par des enjeux partisans, notamment du parti Frelimo¹⁰. Jeremias Mazivile, fonctionnaire du Ministère de l'Administration d'État et de la Fonction Publique, confirme les propos de Benilde Muianga et le rôle prépondérant de l'État-parti dans le fonctionnement du marché de l'emploi à la sortie de l'université :

J'ai été admis à ce poste par le biais d'un concours public [...]. Rien ne se passe dans l'administration sans une officialisation [...]. En fait, c'est grâce à ma participation aux activités du comité du district du parti que j'ai eu l'information qu'était ouvert un concours pour travailler au ministère. Puis, tous ceux qui avaient une formation en administration publique ont donné leurs documents aux structures du comité de la ville *[de Maputo]* [...]. Ce sont les structures qui m'ont sélectionné. Ils ont dit aux autres d'attendre pour la prochaine fois [...]. Quand le concours a été annoncé dans le journal, moi j'étais presque sûr d'être choisi car ce sont des gens sérieux du parti qui m'avaient sélectionné¹¹.

- 24 L'admission de Jeremias au ministère n'est pas exceptionnelle. Elle ne représente pas non plus la seule forme d'admission sans justification formelle, selon le droit administratif mozambicain. Les relations familiales, ethniques et de toutes natures, mais aussi la corruption, constituent un ensemble de leviers qui jouent sur les normes d'admission dans la fonction publique, en contexte d'augmentation des diplômés et de raréfaction des recrutements. Par exemple, pendant la création de nouvelles instances administratives telles que les municipalités, à partir de 1998, les admissions y ont été rigoureusement et politiquement contrôlées. Dans chaque municipalité, les nouveaux élus aux élections locales ont utilisé le système de « dégraissage » (*spoils system*) et ont filtré politiquement les nouveaux recrutements de fonctionnaires (Rosário 2015).
- 25 La deuxième catégorie de témoignages correspond à des discours d'incitation à l'esprit entrepreneurial des diplômés. La complexité du marché de l'emploi structuré par la massification de l'ES et l'accès réduit à l'emploi dans le secteur public doit inciter les

diplômés, encouragés également par les prescriptions des autorités publiques, à développer leur créativité face aux difficultés d'insertion professionnelle. Ces témoignages résultent, d'une part, du discours des autorités publiques encourageant l'auto-entrepreneuriat et, d'autre part, de la réinvention de l'université qui doit refonder ses missions et son fonctionnement pour mieux s'adapter au marché du travail. Il s'agit de la « gestion entrepreneuriale de l'université » évoquée par Ibrahim Chitou pour souligner les nouvelles stratégies de la gestion universitaire (Chitou 2011).

- 26 Dès le début des années 1990 et les licenciements massifs d'employés des entreprises étatiques devenues privées, apparaissent des discours prônant l'auto-entrepreneuriat comme la solution au chômage de masse. Ce fut surtout à l'arrivée au pouvoir du président Armando Guebuza (2005-2015) que l'esprit entrepreneurial se voit défini comme la meilleure stratégie face aux difficultés d'emploi des jeunes diplômés. En effet, Armando Guebuza en fit la base essentielle de ses programmes politiques¹². Son interventionnisme alla jusqu'à la création en 2009 d'une École Supérieure de l'Entrepreneuriat (*Escola Superior de Negócios e Empreendedorismo de Chibuto*). Comme il le disait lui-même :

... l'université doit forger des diplômés entrepreneurs, ceux qui n'attendent pas éternellement les mains [...], ceux qui n'attendent pas de conseils sur la façon de se rendre utiles, pour eux-mêmes et leur communauté, les connaissances acquises dans le domaine de leur formation [...]. Les diplômés doivent investir dans leur propre force et leurs connaissances, créer l'emploi pour eux et pour les autres [...]¹³.

- 27 Les universités publiques furent contraintes de se réformer pour s'adapter à cette nouvelle stratégie du gouvernement. Dans cette ligne, par exemple, la direction de l'UEM, surtout sous le mandat de Filipe Couto (2007-2011), incita les directeurs des facultés à introduire, au sein des cursus, des formations à l'auto-entrepreneuriat. Domingos do Rosário, ancien responsable du département de science politique et d'administration publique à l'UEM (2009-2012) explique ainsi cette situation durant cette période charnière de la présidence de Filipe Couto :

Il était obligatoire d'introduire des programmes qui émancipaient l'étudiant de la recherche d'emploi classique [...], l'État lui-même n'ayant plus d'emploi pour les nombreux diplômés actuels. Il ne faut pas attendre d'être employé, il faut créer des emplois. C'est ça la politique aujourd'hui parce qu'il est difficile de s'intégrer au marché de l'emploi¹⁴.

- 28 L'Université Pédagogique accéléra, dans ce contexte, l'introduction des spécialisations « libérales » pour s'attaquer au marché du travail entrepreneurial au-delà de la formation des enseignants, qui était jusqu'alors sa mission initiale. Les institutions privées d'ES, elles aussi en concurrence pour attirer les étudiants, s'efforcèrent de nourrir des réseaux avec les entreprises. Elles le firent via des stages professionnels et d'intégration, mais elles restaient soumises aux exigences financières liées à leur propre existence (Langa 2012). D'ailleurs, les étudiants en fin de formation – et en collaboration avec les institutions d'ES, les autorités publiques ainsi que les acteurs privés – ont même créé en 2005 une association (*Associação dos Estudantes Finalistas Universitários de Moçambique*, AEFUM) ayant comme objectif l'insertion professionnelle, notamment par le développement de stages de vacances dans les districts (*férias desenvolvendo o distrito*). Elle met ainsi en avant la promotion de l'esprit « entrepreneurial » chez les étudiants¹⁵.
- 29 Désormais, avec cette nouvelle orientation, le rôle de l'Université devient bien plus que la production des savoirs indispensables pour s'adapter au marché du travail : il s'agit

de développer chez les étudiants des capacités à entreprendre et à s'employer eux-mêmes. Ainsi, les compétences et connaissances acquises à l'Université ne sont plus pensées au Mozambique comme étant au cœur de l'insertion professionnelle. Il convient désormais de mettre en œuvre les outils et les formations pour développer les capacités à entreprendre afin de s'émanciper, plus tard, de la recherche d'un emploi.

Les réseaux au sein du marché du travail privé et l'incertitude sur la qualité universitaire

- 30 La démocratisation de l'ES, associée à la rapide augmentation du nombre de diplômés sur le marché du travail, entraîne une complexité croissante des liens entre formation et insertion dans la vie active (Mansuy et Marchand 2004). Si elle renforce les difficultés d'accès à l'emploi, elle augmente également l'incertitude quant à la qualité réelle des diplômés. Selon les statistiques officielles, le secteur privé au Mozambique emploie environ 8,5 % de la population active et 23 % des diplômés de l'ES (Instituto Nacional de Estatística 2015). Le secteur privé s'affirme donc de plus en plus comme l'employeur principal, remplaçant progressivement le rôle et la place acquise par la fonction publique. Dans un contexte de faible institutionnalisation des critères de recrutement accompagné de la forte expansion de l'ES et de l'augmentation des diplômés universitaires, les critères d'embauche dans le privé deviennent de plus en plus interpersonnels. Une enquête indicative administrée auprès des employeurs du privé donne une idée des principales modalités d'accès à l'emploi dans ce secteur.

Moment de l'accès à l'emploi	Type de recommandation et modalité de l'accès à l'emploi						
	Familiale	Voisinage, ethnique, villageoise, parti politique	Amie proche	Religieux	Enseignant de l'université	Appel d'offres public	Total N
Avant l'ES	5	5	2	1		4	17
Pendant l'ES	2	2	3	4	13	4	28
Après l'ES	6	5	10	2	9	4	36
Total	13	12	15	7	22	12	81
% Total	16 %	15 %	19 %	9 %	27 %	15 %	100 %

- 31 Ce tableau illustre les différents canaux utilisés par les diplômés pour leur insertion dans le marché du travail. Il est évident, d'après ces données, que les critères de l'accès à l'emploi sont pluriels et incertains. On constate que l'insertion dans le marché du travail dans le secteur privé est fondamentalement réalisée grâce à réseaux interpersonnels (familiale, voisinage, villageoise, politique, ethnique, d'amitié, religieux, etc.) et moins via l'appel d'offre public. En ce sens, pour les diplômés, le développement des relations interpersonnelles est une condition nécessaire pour réduire l'incertitude de l'accès à l'emploi. D'après nos interlocuteurs-employeurs du secteur privé, les réseaux interpersonnels sont un facteur de réduction de l'incertitude sur la qualité des diplômés. Comme le rappellent Langa et Zavale (2015), l'expansion des institutions de l'ES et l'augmentation des diplômés se passent, au Mozambique, dans une précarité organisationnelle du système de l'ES, ce qui instaure des doutes sur les

qualités de diplômés. L'extrait d'entretien avec Constatino Dinis, responsable administratif de *Pragosa-Moçambique*, une entreprise de construction d'origine portugaise, illustre ce point :

On n'est pas sûr des universités d'ici comme des institutions capables de former nos futurs collaborateurs. Nous préférons toujours avoir des recommandations. Leurs diplômes sont trompeurs. Tu vois de bonnes notes alors que l'étudiant a fait ses études dans des conditions précaires, des universités de bas niveaux et sans enseignants qualifiés, sans bibliothèques. Ses notes sont bonnes dans le contexte où il a été formé, mais dans la réalité, il n'a pas les capacités indiquées dans son diplôme. Moi je préfère toujours travailler avec des gens recommandés par quelqu'un que je connais bien. J'aurais au moins un conseil sur la personne. Les diplômes, oubliez ça ! Ici, les gens font tout pour avoir le diplôme, et beaucoup moins d'efforts pour acquérir de vraies compétences [...]. Les diplômes sont un business. Aujourd'hui, toi-même, tu peux créer ton université et former tes docteurs¹⁶.

- 32 Ces propos illustrent combien la fiabilité des diplômes, c'est-à-dire l'adéquation entre le niveau de compétences que le diplôme sanctionne et les compétences réellement acquises, demeure incertaine. Ils témoignent aussi des stratégies mises en place, dans le secteur privé, pour réduire ce doute sur la qualité des diplômes.
- 33 Par ailleurs, les organes d'évaluation de l'ES n'ont été instaurés que dans les années 2000, à l'instar de nombreux pays africains (Materu 2007 ; Shabani, Okebukola et Oyewole 2014). Au Mozambique, c'est la création du Conseil National d'Évaluation de la Qualité de l'ES (CNAQ) en 2007 (décret n° 64/2007, de 31 décembre) qui inaugure une nouvelle régulation des universités. Au niveau interne des universités par exemple, l'UEM a créé un cabinet d'évaluation de la qualité académique en 2013 (Zavale *et al.* 2015). Le fonctionnement de ces instances reste cependant très limité. Peu d'institutions d'ES ont été soumises aux évaluations et aux accréditations universitaires. Par exemple, en 2015, lors de la toute première évaluation externe par le CNAQ, trente-cinq cours ont été évalués et sept seulement ont reçu un jugement positif (Nhampule 2015). De plus, cette évaluation, bien que théoriquement obligatoire, reste en pratique facultative et à l'initiative des universités et facultés.
- 34 Toutefois, même si le doute sur le diplôme s'accroît avec l'expansion de l'ES, les enseignants universitaires, comme noté dans le tableau ci-dessus, restent une référence importante dans les réseaux pour l'accès à l'emploi (27 %). Au lieu de recourir aux appels d'offres publics pour employer leurs futurs collaborateurs, les entreprises tendent à utiliser les enseignants universitaires comme des intermédiaires pour identifier les diplômés compétents. Le recrutement de Crimildo Mutule illustre pleinement ce phénomène.
- 35 Crimildo Mutule est ingénieur civil depuis 2015. Il a été formé à l'Université *Politécnica*, la première Université privée du Mozambique. Il travaille dans une entreprise de construction d'origine turque, DECO-Stone. Selon lui, il ne doit pas son embauche à son diplôme universitaire mais aux recommandations d'un de ses enseignants. Il n'a d'ailleurs jamais remis son curriculum vitae à l'administration de l'entreprise. L'évaluation de ses compétences, avant son recrutement chez DECO-Stone, s'est effectuée par cette relation de confiance entre l'entreprise et son enseignant. Ce dernier est aussi ingénieur en construction civile et jouit d'une longue expérience dans ce domaine. Le jeune Crimildo Mutule a été tout de suite soumis au test pratique di « *mão na massa* » (« la main au travail ») et il a rapidement reçu son contrat de travail. Il

assure lui-même que son recrutement par l'entreprise n'est dû qu'aux bonnes relations qu'il avait avec son enseignant. Sans cela, toujours selon lui, il n'avait aucune certitude de trouver un emploi, surtout dans son domaine de formation. « Peut-être aurais-je dû alors m'investir dans un travail indépendant, d'entrepreneur par exemple, ainsi que nous le conseille notre gouvernement », disait-il.

36 Le diplôme universitaire n'est donc pas en soi la ressource fondamentale pour l'accès à l'emploi, d'autant plus que, sa qualité étant questionnée, son utilité est faible. D'après le tableau ci-dessus, sur les 81 personnes diplômées et employées, seuls 15 % ont été recrutés par appel d'offre public, 85 % ayant bénéficié de leurs réseaux interpersonnels. Dans ce contexte, l'université ne peut plus être définie comme un espace d'attributions des compétences nécessaires à l'accès à l'emploi : elle se configure comme un espace de construction et de renforcement de réseaux pour le marché de l'emploi. De ce point de vue, il est intéressant de noter que la mobilisation des réseaux pour obtenir un emploi augmente avec la formation, y compris pour les réseaux d'origine familiale, villageois ou amicaux, etc., c'est-à-dire pour les réseaux existants avant la fréquentation de l'université.

37 Ainsi, entre l'inflation des diplômés et l'incertitude sur leurs compétences, l'insertion dans le secteur privé se fait par des arrangements sociaux au détriment des ressources académiques acquises. Afua Aly, récemment diplômée en sciences politiques à l'UEM, confirme aussi cette perspective sur la prégnance de l'interconnaissance et de la recommandation :

Je suis dans un dilemme en ce moment. Je n'ai pas assez fait de lobby lors de ma formation pour être aujourd'hui amie d'un enseignant influent sur le marché du travail des ONG. Mes collègues étudiants l'ont fait bien mieux que moi [...], ils sont déjà embauchés. Il ne s'agit pas de compétences, c'est l'amitié avec des gens stratégiques qui compte. Il faut avoir de bons parrains et des « épaules chaudes » [*costas quentes*] [...]. Un concours public, c'est de la blague. Là, les places annoncées sont déjà occupées, elles ne sont que de la publicité pour une simple formalisation du recrutement¹⁷.

38 L'inquiétude d'Afua Aly face à la fluidité des modalités d'accès au marché d'emploi dans le privé est palpable dans son témoignage. Reconnaisant les critères de réseaux, elle est presque convaincue qu'il lui est impossible d'accéder à l'emploi par la simple possession d'un diplôme universitaire. Il semble, de son point de vue, que le plus important serait d'avoir des connaissances parmi les acteurs stratégiques du marché de l'emploi.

39 Ces mécanismes de valorisation des réseaux d'interconnaissance, stratégie de réduction de l'incertitude sur la qualité des diplômes, renforcent les inégalités d'accès à l'emploi par l'effet direct de l'origine sociale ou de la filiation politique. Ils participent aussi à la banalisation des universités, perçues comme de simples espaces de certification. Dans le monde du travail, la certification universitaire n'aurait plus alors qu'un rôle marginal ou complémentaire, induisant ainsi un « divorce » marqué entre le secteur de l'ES et le travail.

Conclusion

40 L'analyse croisée du marché du travail et des dynamiques de réformes de l'ES au Mozambique permet de souligner l'interpénétration entre l'accès à l'emploi et le fonctionnement des universités. Les réformes du système de l'ES, en se focalisant sur la

« démocratisation » des universités et sur leur management, laissent dans l'ombre le fonctionnement du marché du travail, qui, pourtant, influence grandement le secteur. En outre, l'expansion accélérée, sans garantie de fonctionnement, des institutions d'ES et la croissance du nombre de diplômés renforcent l'incertitude sur la qualité des diplômes universitaires et sur l'insertion professionnelle.

- 41 Dans la fonction publique, les négociations par les partis politiques, notamment le Frelimo, qui est au pouvoir et contrôle l'administration, réduit cette incertitude. L'encartement dans le parti garantit aux diplômés une meilleure insertion professionnelle dans la fonction publique, mais induit aussi un contrôle politique du fonctionnaire dans un contexte de compétition politique. Dans le secteur privé, cette négociation se fait au travers des réseaux de relations et des connaissances personnelles.
- 42 La négociation avec le parti ou l'usage des « carnets d'adresses » pour accéder à l'emploi vident les universités de leur rôle de pourvoyeur des capacités requises pour être employé. Désormais les universités ne servent qu'à attribuer des diplômes. Ceux-ci voient d'ailleurs leur qualité et leur importance mises en doute. Les universités se reconfigurent dans ce scénario comme des espaces de construction et de renforcement de loyautés partisans et des réseaux interpersonnels de l'accès à l'emploi. En ce sens, étudier les réformes du système de l'ES sous le seul angle de la bureaucratisation managériale en négligeant les logiques extra-universitaires de régulation du marché de l'emploi ne permet pas de comprendre adéquatement les fonctionnements actuels des universités mozambicaines. Cela empêche de mettre à jour combien des grandes tendances comme la massification et la démocratisation de l'ES contribuent de fait à la recomposition autoritaire du parti-État ainsi qu'à l'élitisme et au paternalisme dans l'accès à l'emploi.

BIBLIOGRAPHIE

Awortwi, N. 2010. « Building New Competencies for Government Administrators and Managers in an Era of Public Sector Reforms: the Case of Mozambique. » *International Review of Administrative Sciences* 76 (4) : 723-748.

<https://doi.org/10.1177/0020852310381803>.

Banya, K. et J. Elu. 2001. « The World Bank and Financing Higher Education in Sub-Saharan Africa. » *Higher Education*, 42 (1) : 1-34.

<https://doi.org/10.1023/A:1017584501585>.

Beverwijk, J. et al. 2008. « Policy Change in Nascent Subsystems: Mozambican Higher Education Policy 1993-2003. » *Policy Sciences*, n° 41 : 357-377.

<https://doi.org/10.1007/s11077-008-9072-0>.

Brito, L. de. 1991. « Le Frelimo et la construction de l'État National au Mozambique. Le sens de la référence au Marxisme (1962-1983). » Thèse doctorat, Paris, Université de Paris VIII.

- Brock-Utne, B. 2003. « Formulating Higher Education Policies in Africa: The Pressure from External Forces and the Neoliberal Agenda. » *JHEA/RESA* 1 (1) : 24-56.
<https://www.jstor.org/stable/24486113>.
- Cahen, M. 1994. « Mozambique, histoire géopolitique d'un pays sans nation. » *Lusotopie*, n° 1 : 213-266.
https://www.persee.fr/doc/luso_1257-0273_1994_num_1_1_949.
- Chitou, I. 2011. « L'enseignement supérieur et la recherche dans la problématique du développement du Togo : une orientation vers la gestion entrepreneuriale. » *Management & Avenir*, n° 45 : 126-143.
<https://doi.org/10.3917/mav.045.0126>.
- Crook, R. 2010. « Rethinking Civil Service Reform in Africa: 'Islands Of Effectiveness' and Organisational Commitment. » *Commonwealth & Comparative Politics* 48 (4) : 479-504.
<https://doi.org/10.1080/14662043.2010.522037>.
- Cross, M. 2011. *An Unfulfilled Promise. Transforming Schools in Mozambique*. Addis Adaba : OSSREA.
- Dinerman, A. 2006. *Revolution, Counter-Revolution and Revisionism in Postcolonial Africa: The Case of Mozambique, 1975-1994*. New York : Taylor & Francis Group.
- Fernandes, C. 2013. « Intelectuais orgânicos e legitimação do Estado no Moçambique pós-independência: o caso do Centro de Estudos Africanos (1975-1985). » *Afro-Ásia*, n° 48 : 11-44.
<http://dx.doi.org/10.1590/S0002-05912013000200001>.
- Gabinete de Imprensa da Presidência da República. 2009. *Armando Guebuza em presidência aberta*. Maputo : Gabinete de Estudos da Presidência da República.
- Gomez, M. 1999. *Educação moçambicana: história de um processo, 1962-1984*. Maputo : Livraria Universitária, Universidade Eduardo Mondlane.
- Guambe, E. 2016. « Réformer l'administration pour renégocier la centralité de l'État : une analyse à partir du cas des municipalités de Beira, Mueda et Quissico (Mozambique). » Thèse de doctorat, Bordeaux, Université de Bordeaux.
<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01450412>.
- Instituto Nacional DE Estatística. 2015. « Relatório Final do Inquérito ao Orçamento Familiar- IOF 2014/15. » Maputo : Direcção de Estatísticas Demográficas, Vitais e Sociais.
- King, D., et P. Le Galès. 2011. « Sociologie de l'État en recomposition. » *Revue française de sociologie*, 52 (3) : 453-480.
<https://doi.org/10.3917/rfs.523.0453>.
- Kingdon, J. 1995. *Agendas, Alternatives, and Public Policies*, 2e éd. New York : Harper Collins.
- Langa, P. 2012. « A mercantilização do ensino superior e a relação com o saber: A qualidade em questão. » *Revista Científica da UEM: Série Ciências da Educação*, vol. 1 : 21-41.
<http://www.revistacientifica.uem.mz/index.php/EDU/article/view/21>.
- Langa, P. 2015. « Alguns desafios de ensino superior em Moçambique : do conhecimento experiencial à necessidade de produção de conhecimento. » In *Desafios para Moçambique 2014*, dirigé par Luís de Brito, Carlos Nuno Castel-Branco, Sérgio Chichava, António Francisco : 365-395. Maputo : IESE.
- Langa, P. et N. Zavale. 2015. « Private Higher Education in Mozambique: An Overview of a Growing Subsystem. » *Working Papers in Higher Education Studies* 1 (2) : 88-109.
<https://www.wphes-journal.eu/index.php/wphes/article/view/37>.

- Bruno, J. 1994. *Le tournant néo-libéral en Europe*. Paris : L'Harmattan.
- Mansuy, M. et O. Marchand. 2004. « De l'école à l'emploi : des parcours de plus en plus complexes. » *Économie et statistique* 378 (1) : 3-13.
https://www.persee.fr/doc/estat_0336-1454_2004_num_378_1_7222.
- Mario, M. et al. 2003. *Higher Education in Mozambique: A Case Study*. Oxford : James Currey.
- Materu, P.N. 2007. *Higher Education Quality Assurance in Sub-Saharan Africa: Status, Challenges, Opportunities, and Promising Practices*. « World Bank Working Papers ». Washington D.C. : The World Bank.
- Matusse, R. et al. 2015. *Armando Guebueza um olhar sobre a Universidade Moçambicana*. Maputo : Académica.
- Meneses, M. 2016. « As ciências sociais no contexto do ensino superior em Moçambique: dilemas e possibilidades de descolonização. » *Perspectiva*, 34 (2) : 338-364.
<http://dx.doi.org/10.5007/2175-795X.2016v34n2p338>.
- Ministério da Administração Estatal E Função Pública. 2017. « Restrições no cadastro de novos ingressos no Estado. » Maputo : Ofício n° 405/MAEFP/GM-SP/DTSI/029/2017.
- Ministério da Ciência E Tecnologia, Ensino Superior E Técnico Profissional. 2016. *Dados estatísticos sobre Ensino Superior em Moçambique 2015*. Maputo : Departamento de Planificação e Estatísticas.
- Ministério da Função Pública. 2014. *Estatísticas dos Funcionários e Agentes do Estado (2012/2013)*. Maputo : Académica.
- Ministério do Trabalho, Emprego E Segurança Social. 2016. « Proposta de política de emprego. Promovendo mais e melhores empregos em Moçambique. » Maputo : Académica.
- Munene, I.I. 2013a. « Our University: Ethnicity, Higher Education and the Quest for State Legitimacy in Kenya. » *Higher Education Policy* 26 (1) : 43-63.
<https://doi.org/10.1057/hep.2012.18>.
- Musselin, C. 1996. « Les marchés du travail universitaires, comme économie de la qualité. » *Revue française de sociologie* 37 (2) : 189-207.
https://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1996_num_37_2_5690.
- Nhampule, A. M. 2015. « Experiência de Avaliação e Garantias de Qualidade do Ensino Superior em Moçambique. » Maputo : Conselho Nacional do Ensino Superior.
- Pereira, J. 2008. « Antes o “diabo” conhecido do que um “anjo” desconhecido : as limitações do voto económico na reeleição do partido FRELIMO. » *Análise Social* 43 (187) : 419-442.
<http://bibliotecadigital.tse.jus.br/xmlui/handle/bdtse/4348>.
- Provini, O. 2016. « La circulation des réformes universitaires en Afrique de l'Est. Logiques de convergences et tendances aux divergences. » *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 15 : 281-307.
<https://journals.openedition.org/cres/2984>.
- Radaelli, C. 2000. « Logiques de pouvoir et récits dans les politiques publiques de l'Union européenne. » *Revue française de science politique* 50 (2) : 255-276.
<https://doi.org/10.3406/rfsp.2000.395467>.
- Rosário, D. 2015. « Os Municípios dos “Outros”: Alternância do poder local em Moçambique? O caso de Angoche. » *Cadernos de Estudos Africanos*, n° 30 : 135-165.
<https://doi.org/10.4000/cea.1856>.

Rosário, L. 2013. « Universidades Moçambicanas e o futuro de Moçambique. » In *Desafios de Moçambique 2012*, dirigé par Luís de Brito, Carlos Nuno Castel-Branco, Sérgio Chichava, António Francisco : 89-101. Maputo : Instituto de Estudos Sociais e Económicos.

Sabatier, P. 1988. « An Advocacy Coalition Framework of Policy Change and the Role of Policy-Oriented Learning Therein. » *Policy Sciences* 21 (2-3) : 129-168.
<https://doi.org/10.1007/BF00136406>.

Saúte, N. 2010. « Crônica de uma Integração Imperfeita. O caso da privatização da gestão dos Portos e Caminhos de Ferro de Moçambique (2000-2005). » Mémoire de master. Brasília : Universidade de São Paulo.

Shabani, J., P. Okebukola, et O. Oyewole. 2014. « Quality Assurance in Africa: Towards a Continental Higher Education and Research Space. » *International Journal of African Higher Education* 1 (1) : 139-171.
<https://doi.org/10.6017/ijahe.v1i1.5646>.

Sumich, J. 2011. « The Party and the State in Post-Socialist Mozambique. » In *Negotiating Statehood*, dirigé par T. Hagmann et D. Péclard : 134-153. Oxford : Wiley-Blackwell.

Zavale, N. et al. 2017. « Decision-Making in African Universities Demands Rigorous Data: Evidence from Graduation Rates at Eduardo Mondlane University in Mozambique. » *International Journal of Educational Development*, vol. 52 : 122-134.
<https://doi.org/10.1016/j.ijedudev.2016.10.010>.

Zavale, N. et al. 2015. « Main Features and Challenges of Implementing Internal Quality Assurance within African Higher Education Institutions: The Case of Eduardo Mondlane University. » *International Journal of African Higher Education* 2 (1) : 101-134.
<https://doi.org/10.6017/ijahe.v2i1.9262>.

NOTES

1. Le Frelimo est le parti au pouvoir depuis l'Indépendance qui a mis fin à la colonisation portugaise en 1975.
2. On rappelle qu'environ 87 % de la population active est en sous-emploi, c'est-à-dire en situation de travail informel, saisonnier ou non durable.
3. Selon le projet de modernisation autoritaire du Frelimo au lendemain de l'indépendance, créer « l'homme nouveau » signifie transformer les mentalités héritées de la colonisation ainsi que des traditions pour forger un citoyen moderne, effaçant toute appartenance historique et culturelle qui ne correspond pas à la vision modernisatrice visant à construire le sentiment d'appartenance nationale (Dinerman 2006).
4. Dès l'indépendance, le pays est traversé par un mouvement de rébellion, devenue guerre civile, qui est dirigé par la Renamo (Résistance nationale du Mozambique) et ne s'achève qu'en 1992.
5. Il faut souligner une hausse exponentielle en 2015 et 2016 partiellement liée à la nouvelle philosophie expansionniste du nouveau ministre de la Science et Technologie, Enseignement Supérieur et de la Formation Technique-Professionnelle ainsi qu'à une aide considérable du secteur par les bailleurs de fonds, notamment pour les cours à distance et du soir.

6. La priorité des bailleurs de fonds était l'éducation primaire et secondaire, considérant l'enseignement universitaire comme élitiste. Ce n'est qu'à partir des années 1990 que l'ES devient une préoccupation des agences d'aides et de coopération.
7. La nomination des recteurs des universités publiques n'échappe pas à cette volonté d'inclure et de représenter tous les territoires du pays, d'autant qu'elle demeure une compétence du président de la République, malgré le discours de réduction de l'intervention étatique. Ce n'est pas par hasard si Brazão Mazula, originaire de la province de Niassa, dans l'extrême nord, fut nommé recteur de l'UEM dans un contexte d'enjeu électoral « régionalisé ».
8. Par récits, nous désignons ici les constructions rhétoriques populaires en rapport à une politique publique qui participent à la construction des représentations et des réinventions des comportements sociaux (Sabatier 1988). Les récits sont diffus et mobilisés pour construire une idée de rapport au pouvoir (Radaelli 2000).
9. Benilde Muianga, 23 ans, entretien à Maputo, 18 septembre 2017.
10. On observe les mêmes logiques pour les municipalités dirigées par les partis de l'opposition (Guambe 2016 ; Rosário 2015).
11. Jeremias Mazivile, entretien à Maputo, 13 février 2017.
12. Pour une vision générale de la politique du président Armando Guebuza, voir ses discours organisés par Johane Zonjo fonctionnaire de Bureau des études de la présidence (Gabinete de Imprensa da Presidência da República 2009). Sur sa conception de l'université et des diplômés, voir Matusse *et al.* (2015).
13. Armando Guebuza, discours prononcé à l'inauguration de l'Institut Supérieur de Technologie et Gestion, Boane, le 10 septembre 2009.
14. Domingos do Rosário, entretien à Maputo, 18 septembre 2017.
15. Voir l'article 1 des statuts d'AEFUM dans le *Boletim da República*, I Série, n° 45, 8 novembre 2007.
16. Constantino Dinis, entretien à Maputo, le 17 février 2017.
17. Afua Aly, entretien à Maputo, 20 février 2017.

RÉSUMÉS

Cet article examine les réformes de l'enseignement supérieur au Mozambique à partir d'une approche relationnelle qui croise l'université et le marché de l'emploi. En utilisant des méthodes qualitatives, il montre que le fonctionnement des universités est fortement influencé par certaines modalités spécifiques d'accès à l'emploi. La littérature sur les réformes de l'enseignement supérieur, notamment en Afrique, se centre en grande partie sur le management interne du secteur mais ne s'intéresse pas aux facteurs extra-universitaires – le marché du travail, ses critères d'employabilité et ses conditions d'accès –, ignorant ainsi des éléments de contexte prépondérants pour comprendre le fonctionnement des établissements et la perception qu'en ont les acteurs. L'article met en lumière les difficultés que rencontrent les universités à assurer leur rôle de pourvoyeur des compétences attendues sur le marché du travail mais aussi

de délivrance de diplômes qui reflètent la réalité des compétences acquises. Ces difficultés ont pour conséquence d'accroître le poids des réseaux partisans et des relations interpersonnelles dans l'obtention d'un emploi au détriment des compétences universitaires, dans un contexte de massification des étudiants.

INDEX

Mots-clés : enseignement supérieur, emploi, diplômes, parti-État

Index géographique : Mozambique

AUTEUR

EGÍDIO GUAMBE

Université Eduardo Mondlane, Mozambique, Département de science politique et d'administration publique. Chercheur associé au Laboratoire les Afriques dans le Monde, Sciences Po Bordeaux